



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-modele-allemand-est-ce-ce-que>

Actualité

Le "modèle" allemand, est-ce ce que vous souhaitez ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1138 - janvier 2013 -

Date de mise en ligne : vendredi 29 mars 2013

Date de parution : janvier 2013

Description :

Jean-Pierre Mon cite quelques chiffres qui illustrent la "réalité" allemande.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il y a plusieurs années, lorsque la social-démocratie était au pouvoir en Allemagne avec le chancelier Schröder, nous avons vivement dénoncé dans nos colonnes [1] les "réformes structurelles" du plan Hartz IV : flexibilité du marché du travail, stagnation (ou, souvent, baisse) des salaires, emplois à un euro de l'heure, etc. Bref, toutes sortes de mesures qui mettent à mal l'État-providence mais font le bonheur des économistes orthodoxes qui nous rebattent les oreilles, ad nauseam, dans l'Europe néo-libérale qu'on nous a concoctée. Car ces réformes (« douloureuse, certes » concèdent même les bonnes âmes qui nous gouvernent) expliqueraient les "performances" actuelles de l'Allemagne, devenue plus forte que jamais. Toujours est-il que ces réformes ont ouvert la voie à une austérité qui n'a fait que se développer sous le gouvernement CDU d'Angela Merkel. En bref, les Allemands ne feraient que toucher les dividendes de l'Agenda 2010 de l'ancien Chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Ce serait donc un exemple à suivre par tous les pays européens pour sortir de la crise. Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union Européenne ont l'air d'être tous tombés sous son charme !

Une toute autre réalité

La réalité des faits et des chiffres est pourtant là. Rappelons tout d'abord qu'il n'y a pas de salaire minimum en Allemagne, ce qui permet de limiter outrageusement le coût du travail.

Ainsi un rapport [2] de l'Institut du travail de l'Université de Duisbourg-Essen montre que plus de 6,55 millions de personnes (soit 2,6 millions de plus qu'il y a dix ans !) touchent moins de 10 euros bruts de l'heure, que 2 millions d'employés gagnent moins de 6 euros de l'heure et qu'en ex-RDA de très nombreux travailleurs à temps complet reçoivent moins de 4 euros de l'heure. C'est pourquoi 15% de la population (plus qu'en France) vit en dessous du seuil de pauvreté (c'est notamment le cas de 70% des chômeurs). Entre 2000 et 2012, le pouvoir d'achat a baissé en moyenne de 2,5%. Qui plus est, les célèbres "Jobs à 1 euro de l'heure", censés permettre aux chômeurs de garder une vie sociale et le contact avec le monde du travail, ne peuvent être refusés par les chômeurs (qui, du coup, sortent des statistiques du chômage)... !

Les conséquences

Dans un entretien [3], intitulé Méfiez-vous du modèle allemand, accordé au quotidien belge Le Soir, le professeur S.Lehndorf, directeur de l'Institut du travail et des qualifications de l'université de Duisbourg-Essen, décrit ainsi le "miracle" allemand : « La "success story" allemande est basée sur un modèle d'entreprise de plus en plus unilatéral. Notre industrie manufacturière exportatrice est très forte. Ce n'est pas nouveau. Ce qui est neuf, en revanche, c'est que cette locomotive est de moins en moins intégrée dans un environnement institutionnel qui permet à de plus larges parts de l'économie et de la société de bénéficier de ses succès ». Il explique comment au cours des deux dernières décennies, et surtout depuis la mise en oeuvre des "réformes du marché du travail" du gouvernement Schröder, la précarisation des emplois et la baisse des salaires ont conduit à une stagnation des salaires moyens avant même qu'éclate la crise de 2007 : « L'inégalité sociale croissante en Allemagne est la source des déséquilibres

Le "modèle" allemand, est-ce ce que vous souhaitez ?

économiques à l'intérieur de la zone euro, qui ont rendu les États partageant la monnaie unique particulièrement vulnérables dans la crise économique et financière mondiale actuelle. En l'absence de monnaie unique, les pays pourraient réagir individuellement - par exemple en dévaluant leurs monnaies, pour le meilleur ou pour le pire. Cette porte leur est aujourd'hui fermée. Ils sont désormais l'objet de la spéculation contre leurs obligations souveraines et sont forcés de se soumettre à une dictature fiscale. Je suis malheureux de constater que le gouvernement de mon propre pays soit le moteur principal derrière cette politique ». Mais, « tôt ou tard, cela va se retourner contre l'économie allemande, car 40% de son commerce extérieur est effectué avec la zone euro et 60 % avec l'UE. Le modèle allemand est plus vulnérable que ne voudraient nous le faire croire ses défenseurs ».

Lehndorf pense pourtant qu'une alternative est possible : « Je suis convaincu, dit-il, qu'une zone euro construite sur la solidarité serait une formidable opportunité pour tous, d'un point de vue économique, social et, ce qui n'est pas moins important, politique. Je ne crois pas que la solution soit d'abandonner l'euro, même si sa conception est défailante - avec son "monétarisme" qui date du traité de Maastricht et cette notion folle d'une concurrence entre des États comme s'ils étaient des entreprises qui pourraient être éliminées du marché ou reprises par des concurrents. Cette monnaie unique mal conçue est aujourd'hui au bord de l'éclatement ».

[1] Voir, par exemple, GR1080, octobre 2007, GR 1115, décembre 2010.

[2] <http://www.iaq.uni-due.de/iaq-report/2010/report2010-06.pdf>

[3] Le Soir, 20-21 octobre 2012